



Wolfgang Engler

est sociologue et éditorialiste.

Il est originaire de Dresde et vit à Berlin. De 2005 à 2017, il a été le recteur de l'Académie des Arts dramatiques « Ernst Busch » de Berlin (Hfs). Son dernier livre, co-écrit avec Jana Hensel et intitulé *Wer wir sind. Die Erfahrung, ostdeutsch zu sein* (« Qui nous sommes. L'expérience d'un Allemand de l'Est »), aborde les nombreuses questions qui restent ouvertes en Allemagne, 30 ans après la chute du mur de Berlin.

” Dix ans avant la chute du mur de Berlin, l'État-providence avait commencé à se détériorer avec le tournant néolibéral.”

Un entretien avec **Wolfgang Engler**, réalisé par **Olaf Bruns**

*Le sociologue allemand Wolfgang Engler analyse de l'intérieur ce qu'il s'est passé en Allemagne (de l'Est) ces trente dernières années, depuis la chute du mur de Berlin. Dans son dernier livre, co-écrit avec la journaliste et écrivaine Jana Hensel, intitulé *Wer wir sind. Die Erfahrung, ostdeutsch zu sein* (« Qui nous sommes. L'expérience d'un Allemand de l'Est »), il dépeint un sentiment particulier de « sans-abrisme » dans le nouveau monde occidental. Mais il pense également que bon nombre des problèmes survenus au cours de cette période ne peuvent être compris que dans le contexte plus large du néolibéralisme et de la désindustrialisation.*

Progressive Post: *Nous sommes trente ans après la chute du mur de Berlin – cette pensée suscite-t-elle chez vous un sentiment de solennité ou plutôt d'angoisse ?*

Wolfgang Engler: Les deux. Lors des célébrations de novembre, nous entendrons probablement à nouveau tout ce qui a été accompli depuis la chute du mur. Et on peut difficilement le nier: que ce soit au niveau des logements, des infrastructures, des systèmes d'approvisionnement, ou encore de la prospérité de certaines entreprises, la situation a fort évolué ! Mais on fait souvent fi des problèmes, qui existent pourtant bel et bien. Peut-être que c'est en train de changer. L'Est fait à nouveau les gros titres, avec les manifestations et les actes de violence d'extrémistes de droite, mais aussi avec la victoire électorale de la Nouvelle Droite. Ces

événements font que l'Allemagne de l'Est est perçue comme une menace, mais d'un autre côté, de nombreuses personnes s'interrogent aujourd'hui sur le contexte, sur les raisons derrière ces phénomènes. Je ne veux bien entendu pas dire que je suis heureux de l'existence de ces mouvements, mais peut-être qu'ils ont été nécessaires pour attirer l'attention sur les problèmes.

PP: *Selon vous, quels sont les traits distinctifs de l'Allemagne, trente ans après la chute du mur de Berlin ?*

WE: L'ambivalence des développements: les grands enjeux sont liés aux migrations Est-Ouest de 1989 à nos jours, avec toutes les disparités qui les caractérisent. Puis, nous avons des endroits comme Iéna, Potsdam, Berlin et Dresde, ainsi que plusieurs villes de taille moyenne, où l'exode a





| Il y avait à l'Est 150 grandes entreprises, employant au moins 5 000 personnes. Dans les années suivant l'unification, 145 de ces entreprises ont été démantelées en très peu de temps.

pu être interrompu, où les gens sont revenus, des villes qui se sont relativement bien développées sur les plans économique et culturel. Mais il reste de nombreuses régions où c'est l'inverse qui se produit, où les départs se poursuivent et où les effets à long terme des ravages économiques des premières années après la chute du mur demeurent palpables. Aujourd'hui, environ 14 millions de personnes vivent dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA). À la toute fin de la RDA, elles étaient 17 millions !

PP: *Pour quelles raisons la société se disloque-t-elle de la sorte ?*

WE: Bien entendu, l'ensemble du processus d'unification de l'Allemagne, lancé en 1989, l'a été en grande partie sous la pression des Allemands de l'Est. L'exode de l'Est vers l'Ouest a débuté immédiatement après la chute du mur. Il y avait des slogans tels que « si le D-Mark ne vient pas à nous, nous

irons jusqu'à lui », qui pourrait se traduire par « si la réunification ne va pas assez vite, nous passerons à l'Ouest ». Il fallait en tenir compte. Mais en réalité, ces pressions ont précipité la réunification.

Par exemple, il y avait à l'Est 150 grandes entreprises, employant au moins 5 000 personnes. Dans les années suivant l'unification, 145 de ces entreprises ont été démantelées en très peu de temps. En conséquence, les fournisseurs n'avaient plus de travail non plus, et les infrastructures sociales, culturelles et médicales liées à ces grandes entreprises à l'Est ont aussi soudainement disparu. Ces endroits ont été désertés pendant deux à cinq ans. Ailleurs – dans la région de la Ruhr, dans les Midlands britanniques et dans la Rust Belt aux États-Unis – ces processus de désindustrialisation se sont déroulés sur plusieurs décennies. Et même aujourd'hui, les blessures ne guérissent pas facilement.

“
*Ce qu'avait dit
 Walter Benjamin
 à propos de la
 montée du nazisme
 dans les années
 1930 s'applique
 également ici:
 ces gens aident
 les masses à
 s'exprimer, mais
 pas à obtenir
 des droits.*
 ”





“

Cette double expérience – l'autodétermination politique d'une part, et la perte dramatique d'autodétermination économique d'autre part – déstabilise la société encore aujourd'hui.

”

PP: *Est-ce ce qui explique la radicalisation d'une partie de la population de l'Allemagne de l'Est ?*

WE: Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème propre à l'Allemagne de l'Est, ou même à l'Allemagne en général. Ce constat ne s'impose que lorsque l'on prend du recul et que l'on considère les changements survenus au début des années 1980, une décennie avant la chute du mur, à savoir la corrosion de l'État-providence et le tournant vers des régimes néolibéraux. Un peu partout, des gens ont raté le train et se sont sentis abandonnés. Et ces personnes cherchent aujourd'hui des réponses politiques à leur colère et à leur rage. Pendant longtemps, en Allemagne de l'Est, leur principal représentant a été le parti La Gauche. Mais à l'été

2015, avec les migrations de masse, certains ont eu le sentiment que La Gauche faisait désormais partie de l'establishment, que le parti soutenait les politiques de la chancelière, Angela Merkel. Et ils se sont alors dit: « Puisque c'est comme ça, optons pour une solution radicale ! Nous allons charger ceux qui vous mettent un peu mal à l'aise de trouver des solutions à notre insatisfaction. Peut-être qu'enfin, la classe politique nous verra. » C'est exactement ce qui s'est passé !

Et s'agissant des domaines desquels ils se sentent exclus, les gens se disent: « Tant que nous étions politiquement modérés, on nous disait que tout allait s'arranger, que cela prendrait encore un peu de temps, que ce n'était sans doute qu'une période difficile... Mais maintenant que nous avons confié le processus politique à la Nouvelle Droite, tout le monde s'intéresse à nous: les journalistes et les sociologues nous interrogent... Il semblerait donc que nous ayons pris la bonne décision ! » Il est difficile ensuite de leur répondre que ce n'est pas ça du tout !

PP: *Ces mouvements sont-ils vraiment composés en majeure partie de personnes se sentant exclues ? Des perdants du développement économique, de la mondialisation ?*

WE: Non. Si l'on examine de plus près les partisans et les réseaux de soutien de la Nouvelle Droite – et pas seulement en

Allemagne de l'Est – il devient évident qu'il ne s'agit pas uniquement des perdants de la mondialisation, mais que ces réseaux ont aussi des racines au sein de la société. Ce phénomène ne concerne pas que les personnes en situation précaire.

Une étude révèle qu'à Dresde, bon nombre des participants aux manifestations de l'extrême droite sont instruites et gagnent un salaire moyen, voire un peu plus. Il s'agit même parfois d'universitaires. Le milieu de la société est bien plus vulnérable à l'Est qu'à l'Ouest !

PP: *Qu'est-ce qui rend particulièrement vulnérable le milieu de la société – ou la classe moyenne – à l'Est ?*

WE: Nombreux sont ceux qui ont un bon emploi, une bonne éducation et qui gagnent décemment leur vie à l'Est. Mais, en raison d'un développement différent dans cette partie de l'Allemagne, les membres de la classe moyenne ne sont pas parvenus, même trente ans plus tard, à accumuler les mêmes ressources économiques – épargne, biens immobiliers, etc. – que les Allemands de l'Ouest. Ces personnes sont extrêmement vulnérables en cas d'imprévu, lorsqu'elles perdent leur emploi ou leur logement. Normalement, les membres de la classe moyenne disposent d'une réserve d'argent qui leur permet de voir venir en cas d'imprévu. Ici, à l'Est, les gens sont bien plus démunis face au changement, car ils ne peuvent pas s'appuyer sur de telles ressources. Dès lors, une expulsion





d'un appartement pour que son propriétaire puisse à nouveau l'occuper personnellement suffit généralement à faire tomber une personne de la classe moyenne dans la précarité.

Et lorsque ces gens qui sont au centre de la société, et qui représentent l'ancrage de la stabilité, sont soumis à d'intenses pressions, lorsqu'ils sont nombreux à perdre leur logement ou leur emploi, il est possible qu'ils finissent par se dire: « Désolés, mais trop, c'est trop ! Maintenant, nous voulons renverser tout le système ! »

PP: *Est-ce cela la « Grande offense » dont vous parlez dans votre récent livre ?*

WE: C'est lié. Par « Grande offense », je désigne l'expérience irritante qu'ont vécue des millions d'Allemands de l'Est entre 1990 et 1992: par le revirement de 1989, ils ont obtenu, sur le plan politique, presque tout ce qu'ils souhaitaient – droits civiques, libertés individuelles, liberté de réunion, liberté de circulation, etc. – mais c'est à ce moment précisément que des millions de personnes ont vu leur réseau social et économique s'écrouler. Cette double expérience – autodétermination politique d'une part, et perte dramatique d'autodétermination économique d'autre part – déstabilise la société encore aujourd'hui.

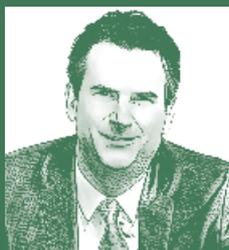
Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



LES IMPACTS SOCIAUX DE LA TRANSITION

EUROPE ORIENTALE: LA TRANSITION
À L'ORIGINE DE CRISES MULTIPLES

La transition post-communiste est souvent vue comme une réussite économique en Occident, et ce malgré les difficultés. Pourtant, nombreux sont ceux à l'Est qui en gardent un douloureux souvenir. Dans plusieurs pays, des gouvernements nationalistes autoritaires sont montés au pouvoir, promettant de rectifier les erreurs qui auraient été commises pendant la transition.



> AUTEUR

Mitchell A. Orenstein est professeur de russe et d'études est-européennes à l'Université de Pennsylvanie et chercheur principal au Foreign Policy Research Institute.



LA DÉMOCRATIE HONGROISE – DE PREMIÈRE DE LA CLASSE À MAUVAISE ÉLÈVE ?

En 1989, les Hongrois voyaient la démocratie comme l'immense espoir de jouir d'une société libre et ouverte. Trente ans plus tard, la Hongrie est officiellement devenue un « État illibéral » empreint de nationalisme et de corruption. L'opposition est fragmentée et la société est divisée sur les plans politique, économique et géographique. La Gauche progressiste est impuissante face à cette situation.



> AUTEUR

Péter Niedermüller est membre du Parlement européen. Il est également trésorier et vice-président de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates. Il est membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE).